

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° : 11/2024

Le 18 décembre 2024 à 10H30, il sera procédé, dans la salle des réunions de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption (INPPLC), sise avenue Annakhil, Immeuble High-Tech, hall B, 3^{ème} étage Hay Ryad Rabat, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offre de prix ayant pour objet : **ÉTUDE SUR LA CORRUPTION DANS LE DOMAINE DES AGREMENTS, LICENCES ET AUTORISATIONS, EN 02 LOTS :**

- **Lot n°1 :** Dans le secteur de la construction et bâtiments ;
- **Lot n°2 :** Dans le secteur de la pêche maritime.

Le dossier d'appel d'offres doit être téléchargé à partir du portail des marchés publics <http://www.marchespublics.gov.ma/>.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de :

- **Lot n°1 :** Dans le secteur de la construction et bâtiments : Dix-sept mille dirhams (17 000,00 DH) ;
- **Lot n°2 :** Dans le secteur de la pêche maritime : Dix-sept mille dirhams (17 000,00 DH) ;

Le montant de l'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage toutes taxes comprises (TTC) est fixée à la somme de :

- **Lot n°1 :** Dans le secteur de la construction et bâtiments : Huit cent cinquante-cinq mille dirhams (855 000,00 DH) ;
- **Lot n°2 :** Dans le secteur de la pêche maritime : Huit cent cinquante-cinq mille dirhams (855 000,00 DH) ;

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 28, 30, 31, 32 et 135 du Règlement fixant les règles et modes de passation des marchés de l'Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption.

Les concurrents doivent obligatoirement envoyer leurs plis par voie électronique conformément à l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de consultation.